



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture de la Loire-Atlantique
Direction de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial
Bureau des procédures environnementales et foncières

**Arrêté préfectoral n°2020/ICPE/240 de mise en demeure
Société MCC
Commune de Sautron**

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.512-3, L.514-5 ;

Vu le décret du 29 juillet 2020, portant nomination du préfet de la région Pays de la Loire, préfet de Loire-Atlantique ;

Vu l'arrêté préfectoral délivré le 5 février 2008 autorisant la SAS SIM'EDIT IMPRIMEUR à procéder à l'extension de ses activités d'impression par héliogravure situées sur territoire de la commune de Sautron, au lieu-dit « Tournebride », et notamment les articles 7.2.2 et 7.6.3.1 ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 14 novembre 2019 faisant connaître que la société MCC NANTES FRANCE a succédé à la SAS SIM'EDIT IMPRIMEUR dans l'exploitation des installations susvisées ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier le 11 juin 2020 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant en date du 11 juin 2020 en l'invitant à formuler ses remarques dans un délai de 10 jours ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 12 juin 2020 ;

Considérant que lors de la visite en date du 5 juin 2020, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que :

- Le stockage des encres est réalisé en containers de 0,7 m³ mais que l'alcool est stocké en cuves de 1m³ ;
- ces stockages ne sont pas placés dans des armoires pourvues de systèmes d'extinction automatique autonomes ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 7.2.2 et 7.6.3.1 de l'arrêté préfectoral 5 février 2008 ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société MCC NANTES FRANCE de respecter les prescriptions des articles 7.2.2 et 7.6.3.1 de l'arrêté préfectoral du 5 février 2008, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Loire-Atlantique

ARRETE

Article 1 – La société MCC NANTES FRANCE exploitant des installations d'impression par héliogravure sise « Tournebride » sur la commune de Sautron est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 7.2.2 et 7.6.3.1 de l'arrêté préfectoral du 5 février 2008 **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, **dans un délai d'un mois** à compter de l'échéance fixée à l'article 1 du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet d'un recours par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Elle peut faire l'objet, par l'exploitant :

— d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministère chargé de l'environnement (246 Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris)), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai du recours gracieux ;

— d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Ile Gloriette, 44041 Nantes Cedex), soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1^o et 2^o.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 - Le présent arrêté sera notifié à la société MCC par lettre recommandée avec accusé de réception et publié sur le site internet de la préfecture de Loire-Atlantique.

Une copie sera adressée à :

- Madame la Maire de la commune de Sautron,

- Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le 17 septembre 2020

Pour le Préfet,

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général


Pascal OTHEGUY